



# Mine d'or de Houndé: les travaux de construction officiellement lancés. P.5

L'information des campus et des centres de recherche pour le monde,  
L'information du monde pour les campus et les centres de recherche



## Sciences-Campus Info

Science - Politique - Education - Société - Economie

Quotidien N° 074 du dimanche 03 juillet 2016 / Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 37 36 39 BURKINA FASO

Version numérique

- Vie des Communes P.8
- Jobs Campus. P.11
- Nouvelles des Campus. P.16

### Emploi

## Programme emploi jeunes Bientôt 4200 professeurs sur le terrain

Région du Centre



La formation de ces jeunes va durer 6 mois. 3 mois de formation théorique, 3 mois de formation pratique dans les établissements du post-primaire sous la supervision des institutions de formation.

Le Ministre de l'Éducation Nationale et de l'Alphabétisation, Jean-Martin Coulibaly a officiellement

lancé ce vendredi 1er juillet 2016, la formation des quatre mille deux cent (4200) jeunes recrutés au

compte de son département ministériel dans le cadre du programme emploi-jeunes. Suite page 2.

**ESPACE RÉSERVÉ POUR VOS ANNONCES**

**+226 72 08 03 03**



Formation de 4200 jeunes professeurs; lancement officielle ce 1er juin 2016 à l'IDS.

**Cette cérémonie de lancement s'est tenue à Ouagadougou à l'Institut des sciences (IDS).**

Selon le Pr Ardjouma Thombiano, Directeur Général de l'Institut des sciences (IDS), ce recrutement est une bouffée d'oxygène pour les jeunes. En rappel, le gouvernement a lancé en avril dernier le recrutement de quatre mille deux cent (4200) jeunes au compte du ministère de l'Éducation Nationale et de l'Alphabétisation dans le but d'apporter une réponse au chômage des jeunes et au déficit d'enseignants du post-primaire au Burkina Faso.

En effet, les candidats devraient avoir le profil d'un BAC+2. Sur cinq mille cent soixante-huit (5168) candidatures, plus de trois mille cinq cent (3500) ont été validées. Du 1er juillet au 30 septembre 2016, quarante enseignants (40) enseignants vont se charger de la formation de ces jeunes répartis comme suit : mille deux cent soixante-treize (1273) à l'IDS et deux mille deux cent quarante-six (2246) à l'École normale supérieure de l'université de Koudougou (ENS-UK). Durant trois (03) mois à compter de ce jour 1er juillet, quatre cent soixante-quinze (475) h de cours théoriques seront dispensés à ces jeunes recrues. Les cours théoriques seront sanctionnés d'une attestation à la fin. Le Directeur Général de l'IDS a invité les « élèves-professeurs » en formation

dans son institut, à la ponctualité, l'assiduité et le sérieux au travail. « J'en appelle au sens de la responsabilité de tous pour une intégration parfaite », a-t-il ajouté. Il est également prévu cent quarante (140) h de travaux dirigés (TD) et quatre-vingt-sept (87) h de travaux pratiques (TP) lors de la formation.

Pour le Pr Ardjouma Thombiano, le temps imparti pour la formation n'est pas un facteur déterminant pour la réussite du programme. « Nous avons un comité qui a travaillé et qui a conçu un programme vraiment adapté au contexte. En tant que structure technique, nous avons mis l'accent sur la qualité de la formation », a-t-il ajouté. Il expliqua que les cours théoriques seront essentiellement dispensés et les TD vont permettre aux apprenants d'approfondir les connaissances desdits cours. A cela s'ajoute des aspects qui seront complétés sur le terrain durant la formation pratique qui va se poursuivre au niveau des régions.

Selon le ministre en charge de l'Éducation Nationale, les matières qui seront enseignées sont l'histoire-géo, le français, l'anglais, les sciences de la vie et de la terre (SVT), les maths, la physique pour ce qui concerne l'enseignement général. Quant à l'enseignement technique, « nous avons pris quelques filières où nous avons le plus de déficit », a-t-il poursuivi. Pour Jean-Martin Coulibaly, ce programme

me vient à point nommé car il y a un grand déficit d'enseignants au niveau du post-primaire. « Nous avons déjà essayé tout un ensemble de mesures qui ne permettaient pas de combler ce déficit », a-t-il indiqué.

Selon le ministre de la Jeunesse, de la formation et de l'insertion professionnelle, Jean-Claude Bouda, 68% des jeunes diplômés de l'enseignement supérieur n'ont pas d'emploi. De son avis, l'objectif du programme emploi-jeunes pour l'éducation nationale est « de contribuer véritablement à résoudre l'épineux problème de chômage des jeunes diplômés ». C'est une grande satisfaction et une grande fierté pour lui que ce programme soit une réalité car beaucoup n'y croyaient pas.

« Cette mesure est une opportunité qui permet à la fois de trouver de l'emploi pour les jeunes et de régler un peu le problème de manque d'emplois qui joue sur la qualité de tout le système. A ce niveau, notre pays connaît de grandes difficultés car le nombre que nous formons dépasse les capacités d'accueil de notre pays, de l'administration, de nos entreprises », a indiqué le Ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation, Pr Filiga Michel Sawadogo. A l'entendre, c'est du manque de prof dès le post-primaire que résulte le bas niveau des étudiants.

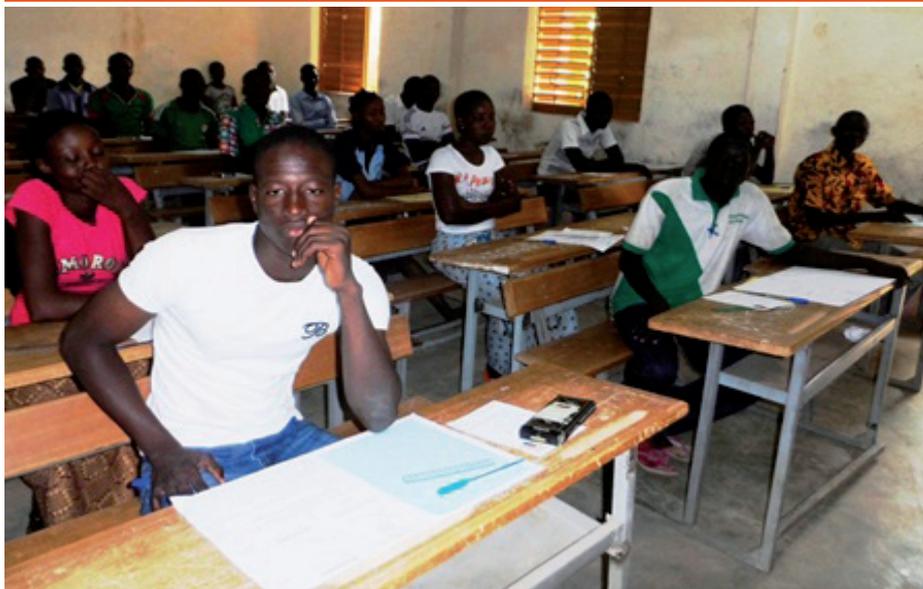
Bernadette DEMBELE pour SCI



# Premier tour du Bac 2016 dans la région du Centre-Nord

## 25,4 % de succès et 24,29% entre crainte et espoir

Région du Centre-Nord



Tous nourrissent l'espoir de voir le taux de succès croître à l'issue du second tour

**Les résultats du 1er tour du Baccalauréat 2016 dans la région du Centre-Nord sont connus. Résultats qui ont fait ce jour 30 juin 2016, des heureux et des malheureux mais aussi des admis sous condition.**

Ils étaient en tout deux mille huit cent douze (2812) candidats sur deux mille neuf cent cinquante (2950) inscrits à prendre part effectivement à l'examen du Baccalauréat session de 2016 dans

la région du Centre-Nord.

Les résultats du premier tour donnent un taux de succès de 25,4% contre 21,27% à la précédente session. Ce sont donc sept cent quatorze (714) candidats dont cent soixante-dix (170) filles qui ont été déclarés admis contre cinq cent quatre-vingt-huit (588) admis en tout pour 2015.

Si mille quatre cent quinze (1415) candidats sont certains de ne pas accéder

à l'université à la rentrée prochaine, parce qu'ils ont échoué à l'examen, six cent quatre-vingt-trois (683) autres dont cent quatre-vingt-quatre (184) filles soit 24,29% des candidats ayant composé attendent l'issue des épreuves du second tour pour être situés sur leur sort.

A cette étape du déroulement de l'examen, les résultats sont jugés satisfaisants par les acteurs comparativement à ceux de la session de 2015. L'issue des épreuves d'admissibilité prévues pour débiter le lundi 04 juillet 2016 nous en dira plus. En attendant, les admissibles se donnent les moyens pour franchir la barrière menant à l'université par une détermination dans la révision des cours concernés par les épreuves.

Dans la région du Centre-Nord, douze (12) jurys et six (06) centres de composition ont été ouverts pour les séries A4, A5, C et D.

Félicitations à tous les admis et du courage aux admissibles.

### RESULTATS DU 1<sup>ER</sup> TOUR PAR SERIE

SERIE	PRESENTS			ADMIS 1 <sup>ER</sup> TOUR			Tx de succès			ADMISSIBLES		
	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T
A4	770	400	1170	177	67	244	22,99	16,75	28,03	226	102	328
A5	136	460	182	25	3	28	18,38	6,52	25,27	38	8	46
C	12	0	12	10	0	10	83,33	0,00	16,67	2	0	2
D	1109	339	1448	332	100	432	29,94	29,50	21,20	233	74	307
<b>TOTAL</b>	<b>2027</b>	<b>785</b>	<b>2812</b>	<b>544</b>	<b>170</b>	<b>714</b>	<b>26,84</b>	<b>21,66</b>	<b>24,29</b>	<b>499</b>	<b>184</b>	<b>683</b>

Source : Direction Régionale de l'Enseignement Secondaire du Centre-Nord

A.I. OUEDRAOGO pour SCI



## Annonces

**ESPACE RÉSERVÉ POUR VOS ANNONCES**

**+226 72 08 03 03**



# Mine d'or de Houndé les travaux de construction officiellement lancés

Région des Hauts-Bassins



Le Président du Faso était présent au lancement des travaux de construction de la mine.

Houndé Gold Opération SA lance les travaux de construction de sa mine d'or à Houndé, au Burkina Faso. En effet, c'est le 5 février 2015 que cette société d'exploitation minière a reçu par décret un permis d'exploitation de grande mine d'or dans la commune de Houndé et une convention minière a été signée entre elle et l'Etat burkinabè le 30 novembre 2015. Huit mois avant les délais réglementaires, la société

lance officiellement les travaux de construction de la mine ce 30 juin 2016 au cours d'une grande cérémonie présidée par le Président du Faso.

Houndé Gold Operation SA c'est le nom de la société qui va exploiter le site minier Endeavour mining, Situé dans la commune urbaine de Houndé, province du Tuy, région des Hauts-Bassins. Le site couvre une superficie

de vingt-trois virgule dix-neuf (23,19) km<sup>2</sup> avec des réserves estimées à quarante-huit virgule deux cent dix (48,210) tonnes d'or. L'investissement pour sa construction se lève à près de cent soixante-deux (162) milliards de FCFA. L'exploitation des gisements se fera à ciel ouvert et cinq (05) fosses sont prévues à cet effet. Son premier lingot d'or est attendu avant la fin de 2017.

Suite page 6.



La population de la province du TUY est sortie massivement pour assister au lancement des travaux de la mine.

Suite page 5.



Le PDG de la société Houndé Gold Opération SA livrant son discours.

Le plus gros bénéficiaire de la mine reste la société Houndé Gold Opération SA qui détiendra 90 % des revenus. Selon les estimations, l'Etat burkinabè quant à lui, bénéficiera de 10% des revenus de l'or soit environ cent neuf (109) milliards de francs CFA pendant toute l'exploitation de

la mine. En plus de ces recettes qui reviendront à l'Etat, la mine va également générer des économies pour les burkinabè et surtout pour les populations locales. Pendant la phase de construction, elle va employer mille (1000) personnes et projette employer sept cent quarante (740) personnes

pendant la production.

Selon le directeur de la société, Sébastien de Montessus, ce sont les compétences locales qui seront privilégiées dans les recrutements. A cet effet, des enquêtes sont prévues pour identifier les jeunes et les femmes qui pourront mettre à profit leur compétence au sein de la mine.

Il ajoute que Endeavour mining s'est également engagé dans le développement communautaire et social durable à travers des projets de formation et d'apprentissage sur le développement des compétences en techniques industrielles et des petites et moyennes entreprises.

Endeavour mining a une durée de vie estimée à huit (08) ans avec une possibilité de prolongation en fonction du résultat des recherches en cours. Cette mine porte à dix (10) le nombre de mines d'exploitation industrielle au Burkina Faso.

Valentin YOUMANLI pour SCI



### Conseil pratique de la Gendarmerie Nationale: les cas suspects dans votre environnement à déclarer

1er cas suspect

□ : un individu que vous n'avez jamais vu dans votre environnement et qui semble vouloir être discret, est suspect... Demandez lui ce qu'il veut ou vérifiez avec au moins un de vos voisins pour vous rassurer qu'il est connu par au moins une personne.

Si vous ne pouvez vérifier, identifiez son moyen de déplacement ( marque ,plaque d'immatriculation...) et observez le. Est- il seul ? Connaissez vous au moins un de ses accompagnants? Retenez leurs caractéristiques physiques.

Si vous constatez qu'il est armé, alertez la Police ou la Gendarmerie. ( numéros d'urgence: le 16, le 17 et le 1010 plus les numéros des brigades et des Commissariats les plus proches ).

GN-Burkina Faso/Communication de la GN avec la population

**ESPACE RÉSERVÉ POUR VOS ANNONCES**

**+226 72 08 03 03**



# Conseil du District de Diébougou Prise en charge gratuite des Enfants de 0 à 5 ans, une Réalité

Région du Sud-Ouest



Médecin Chef de District le Docteur Karim Dembélé

Sous la présidence de Madame le Haut – commissaire de la Bougouriba Mme Aminata Tarnagda, le District Sanitaire de Diébougou a tenu son conseil de Santé le 29 Juin 2016 dans la salle de l'ONG ASUDEC.

Trois points étaient inscrits à l'ordre du jour :

- La stratégie de mise en œuvre de la gratuité des soins.
- Le bilan de mise en œuvre de financement basé sur les résultats
- La campagne de Distribution gratuite de moustiquaires imprégnées à longue durée d'action.

C'était en présence du Médecin chef

du District Docteur Dembélé Karim, des Préfets des départements, des Infirmiers, Chef de poste et les responsables COES des villages.

Présidé par Mme Aminata Tarnagda Haut- commissaire de la Bougouriba accompagnée des Docteurs Dembélé Karim et Tiendrebéogo Souhoto, le conseil de District a examiné trois points sus-cités

De tous ces points exposés, la gratuité des soins des enfants de zéro à cinq ans est celui qui a le plus capté l'attention des invités.

En effet, c'est depuis le 1er Juin 2016 que cette mesure des soins gratuits a été instaurée dans les différents Centres de Santé et de Promotion Sociale ( CSPS). Depuis cette date selon le Médecin Chef Karim Dembélé exposant sur ce point, les CSPS connaissent une affluence assez importante de patients.

Conséquences, des difficultés dues entre autres à la rupture de médicaments et le manque de motivation des Agents au regard du nombre croissant de patients. En rappel a-t-il ajouté, cet-

te mesure concerne non seulement les enfants de zéro à cinq ans mais aussi les femmes enceintes et celles dépistées pour le cancer de col de l'utérus. Quant à la campagne de distribution des moustiquaires gratuites, le recensement des bénéficiaires s'est bien déroulé selon le Docteur Tiendrebéogo Souhoto qui a entretenu les participants sur ce point. La distribution effective est prévue du 15 au 18 Juillet 2016 dans toute la Bougouriba.

Il aussi exposé sur le bilan de mise en œuvre du financement basé sur les résultats. A son avis, les CSPS sont sur une lancée très positive car au regard des résultats, les efforts consentis ont été énormes.

Pour clore, Madame le Haut –commissaire n'a pas manqué de saluer l'effort fourni par les Agents de Santé pour le respect des mesures de gratuité des soins des enfants de zéro à cinq ans, des femmes enceintes et celles dépistées pour le cancer de col de l'utérus. « L'enfant est l'avenir de demain », prendre soins de lui, c'est contribuer au développement d'une nation a-t-elle conclu.

Frédéric Pooda pour SCI



## Résultat de recrutement de personnel pour le compte du Centre d'Étude et de Réinsertion des Mineurs en Conflit avec la Loi (CERMICOL)

### Communiqué du Secrétariat général

Le secrétaire général du Ministère de la Justice, des Droits Humains et de la Promotion Civique, superviseur du comité de coordination du CERMICOL communique :

Sous réserve d'un contrôle approfondi, les candidats dont les 2+3 noms suivent, précédemment placés sur la liste d'attente au test de recrutement de personnel pour le compte du Centre d'Étude et de Réinsertion des Mineurs en Conflit avec la Loi (CERMICOL), sont priés de prendre attache avec la Direction des Ressources Humaines (DRH) du Ministère de la Justice, des Droits Humains et de la Promotion Civique pour affaire les concernant.

Poste de chef de service socio-éducatif et de l'accompagnement psychologique :

1er : OUEDRAOGO Yassia

Poste d'attachés d'éducation spécialisée :

•1er : NABIE Yatté

•2e : OUEDRAOGO O. Ibrahima

•3e : OUEDA Moussa

•4e : NOUGTARA S. Mohamed Ader

•5e : KOURANE Zéphirin

Poste de moniteurs techniques Option mécanique :

•1er : CONGO Joachin

• : KIENDREBEOGO T. Léonce

Option soudure :

1er : OUEDRAOGO Daouda

Les candidats ainsi convoqués sont invités à prendre attaché avec la Direction des Ressources Humaines du Ministère de la Justice, des Droits Humains et de la Promotion Civique dans un délai de deux (02) semaines à compter de la date de la 1ère diffusion du présent communiqué.

Paulin BAMBARA



## Mairie de Ramongo Rasmane N. Kabore prend les rênes

Région du Centre-Ouest



Passation de charges au maire nouvellement élu de la ville de Ramongo.

De la gauche vers la droite: M. Rasmané KABORE, Mme Marie Edith YAMEOGO, Mme Asseta NOMBRE

**Ce 29 juin 2016 a eu lieu la cérémonie officielle d'installation du tout nouveau maire de la commune rurale de Ramongo, élu le 20 juin dernier sous la bannière du Mouvement du Peuple pour le Progrès (MPP). Monsieur Rasmane N. Kabore a été installé dans sa fonction dans l'enceinte de la mairie de ladite commune.**

C'est dans une des salles de la mairie pleine d'invités et de conseillers, sous la surveillance des forces de l'ordre et de sécurité que s'est déroulée la cérémonie d'installation du nouveau maire de la commune rurale de Ramongo.

Lors de la cérémonie présidée par Mme la Secrétaire Générale de la province du Boulkiemdé, Mme Marie Edith Yaméogo, Mme Asseta Nombéré Présidente de la délégation spéciale a passé le flambeau de la mairie au

nouveau maire élu M. Kabore N. Rasmané. Tout en remerciant tout ceux qui l'ont accompagné dans sa noble mission qui était de gérer la préfecture et la mairie durant cette période assez particulière qu'a connue le Burkina Faso, Mme Asseta Nombéré n'a pas manqué l'occasion d'encourager le nouveau patron de la mairie et de lui formuler ses bénédictions dans la réussite de sa mission.

Prenant la parole, Mme la Secrétaire Générale de la province du Boulkiemdé, Mme Yameogo Marie Edith a félicité également la Présidente de la délégation spéciale pour l'effort fournie durant cette période à la tête de la mairie et à la préfecture. Elle a tenu félicité le nouveau maire élu et à l'encourager à travailler pour la population.

M. Rasmane N. Kabore, maire entrant

quant à lui, il s'est d'abord exprimé en action de grâce au Bon Dieu qui a permis que règnent le calme et la sérénité durant la période électorale. Il a aussi formulé sa reconnaissance à l'endroit de tous ceux qui ont eu confiance en lui en le portant à la tête de la mairie. Le nouveau patron de la commune dit être « animé d'un sentiment de joie et de charges » car pour lui les défis à relever sont énormes dans la commune. Sa priorité sera de réconcilier les filles et fils de la commune afin qu'ensemble ils puissent assurer le développement de la localité. Il dit compter sur la population pour amorcer le développement effectif de la commune mais aussi sur son expérience de maire depuis 2013.

YOUL Brinaire pour SCI



## Annonces

**ESPACE RÉSERVÉ POUR VOS ANNONCES**

**+226 72 08 03 03**



**Avis de recrutement**

**Avis de recrutement de cinq (05) élèves Commissaires de Police**

COMMUNIQUE N°2016-0023/MATDSI/CAB du 27 juin 2016

Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité Intérieure communique:

Le public Burkinabè est informé de l'ouverture, au titre de l'année 2016 dans le centre unique de Ouagadougou, d'un concours direct pour le recrutement de cinq (05) élèves Commissaires de Police au profit de la Police Nationale.

**I. Des conditions de participation**

Peuvent prendre part audit concours, les burkinabè des deux (02) sexes, âgés de vingt-trois (23) ans au moins et de trente (30) ans au plus au 31 décembre 2016, titulaires d'un diplôme de Maîtrise ou de tout autre diplôme reconnu équivalent, ayant une taille d'au moins 1,70 mètre pour les candidats de sexe masculin et de 1,68 mètre pour les candidats de sexe féminin, jouissant de leurs droits civiques et remplissant les conditions d'aptitude physique et mentale exigées pour l'emploi dans le corps des Commissaires de police.

Les personnes déjà admises à un concours et qui sont en formation dans une école professionnelle depuis plus d'un (01) mois ne sont pas autorisées à prendre part au présent concours.

Tout contrevenant s'expose à des sanctions conformément aux textes en vigueur.

Les dossiers de candidature devront contenir les pièces suivantes :

Les dossiers de candidature devront contenir les pièces suivantes :

une demande manuscrite, datée et signée du candidat, indiquant son adresse exacte, revêtue d'un timbre fiscal de deux cents (200) francs CFA, adressée à Monsieur le Ministre d'Etat, Ministre de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité Intérieure ;

une photocopie légalisée du certificat de nationalité burkinabè ;

une photocopie légalisée de la Carte Nationale d'Identité Burkinabè (CNIB) en cours de validité ;

un extrait d'acte de naissance ou toutes autres pièces en tenant lieu ;

le bulletin n°3 du casier judiciaire en cours de validité ;

une photocopie légalisée du diplôme de Maîtrise ou l'attestation dudit diplôme en cours de validité, ou de tout autre diplôme reconnu équivalent ;

un certificat médical attestant que le candidat jouit d'une acuité visuelle de 10/10 sans correction.

Les dossiers de candidature sont reçus aux jours, heures et lieux ci-après :

Période de réception : du 04 au 15 juillet 2016 ;

Jours de réception : du lundi au samedi ;

Heures de réception : de 08 heures à 14 heures ;

Lieu de réception : École Nationale de Police.

Tout dossier incomplet sera purement et simplement rejeté.

**II. De l'administration des épreuves**

Le concours comporte deux (02) phases : une phase d'épreuves sportives de présélection et une phase d'épreuves écrites et orale d'admissibilité.

**1. Les épreuves sportives de présélection consistent en :**

une course de 100 et 1000 mètres pour les candidats de sexe masculin, coefficient 2 ;

une course de 80 et 800 mètres pour les candidats de sexe féminin, coefficient 2.

**2. La phase d'épreuves écrite et orale d'admissibilité consiste en :**

Un test de niveau comprenant :

– une épreuve de dissertation sur un sujet de culture générale, notée sur 20, durée 3 heures, coefficient 2 ;

– une épreuve pratique d'informatique, notée sur 20, coefficient 1.

une épreuve orale sur un sujet de culture générale devant un jury, notée sur 20, coefficient 2.

Toute note inférieure à 07/20 est éliminatoire.

Les candidats sont informés que les épreuves sportives de présélection sont obligatoires et aucune dispense n'est acceptée, quel qu'en soit le motif.

Les candidats sont par ailleurs informés que seuls les cents (100) premiers présélectionnés à l'issue des épreuves sportives seront retenus pour participer à la phase écrite d'admissibilité.

L'admission définitive n'est prononcée qu'après une visite médicale d'aptitude et une enquête de moralité.

**III. Dispositions diverses**

L'accès à la salle de composition par les candidats ainsi que leur participation aux épreuves sportives sont conditionnés par la présentation du récépissé d'inscription et de la carte nationale d'identité burkinabè ayant servi au dépôt du dossier ou une copie légalisée de ladite CNIB.

Les déclarations de perte de la Carte Nationale d'Identité Burkinabè ne sont pas acceptées.

Les candidats admis au présent concours seront placés en formation à l'Académie de Police pour une durée de deux (02) ans à l'issue de laquelle ils seront intégrés dans la Police Nationale en qualité de Commissaires de Police stagiaires.

Les lieux et dates de déroulement des épreuves sont fixés par note de service et rendus publics par communiqué.

**Ouagadougou, le 27 juin 2016**

**Pour le Ministre d'Etat et par délégation,**

**Le Secrétaire Général**

**Abdoulaye OUEDRAOGO**

**Officier de l'Ordre National**

**COMMUNIQUE ADMINISTRATIF N°2016-0026/MATDSI/CAB/SP-SPR du 01 juillet 2016**

Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité Intérieure a l'honneur de porter à la connaissance de la population en général, et de la communauté islamique du Burkina Faso en particulier que, le coût du Hadj 2016 est fixé à deux millions deux cent un mille soixante-dix (2 201 070) Francs CFA.

Ce coût de 2 201 070 Francs CFA n'inclut pas le prix du mouton qui sera payé sur place en Arabie Saoudite par le pèlerin lui-même.

Le Ministre d'Etat, souhaite un bon mois de jeûne aux fidèles musulmans du Burkina Faso et un pèlerinage agréé à tous les candidats au hadj 2016. Il rappelle par ailleurs, l'engagement et la disponibilité du Gouvernement à accompagner la communauté islamique pour une bonne organisation du pèlerinage musulman.

Ouagadougou, le 01 juillet 2016

**Simon COMPAORE**

**Commandeur de l'Ordre National**



## Jobs Campus



### Avis de recrutement



Poste: UN COORDINATEUR EAU, ASSAINISSEMENT ET HYGIENE (H/F)

Type d'emploi: CDD

Pays : Afrique, Centrafrique

Date limite de dépôt des dossiers: 31/07/2016

Description :

Nous recherchons un Coordinateur Eau, Assainissement et Hygiène (H/F)

Contexte : République Centrafricaine, basé à Bangui avec des déplacements fréquents sur Bossangoa, Bouar et Sibut

Durée du contrat: 12 mois, à pourvoir dès le 15 août 2016

Le rôle : Sous la supervision de l'Adjoint Directeur Pays, vous aurez pour mission de garantir la qualité, la pertinence et la mise à l'échelle de la stratégie et des interventions Eau, Assainissement et Hygiène (EAH) sur la mission, dans le respect des standards ACF et internationaux et des politiques nationales. Vos principales activités seront les suivantes :

Contribuer à la définition de la stratégie pays et des positionnements du département technique EAH

Garantir la compréhension et le suivi par les équipes terrains de la situation en EAH et du contexte d'intervention

Définir le document de la stratégie sectorielle mission en accord avec les cadres ACF Internationaux et nationaux

Intégrer le secteur EAH avec les autres secteurs techniques (SAME, SMPS, NUT)

Suivre la mise en œuvre de la stratégie EAH, sa révision et sa redevabilité

Alimenter les stratégies de plaidoyer technique et opérationnel de la mission, de la région et du siège

Coordonner l'identification des besoins et la formulation des propositions de projets

Formuler, financer et mettre en œuvre l'étude de faisabilité des projets EAH

Contribuer à la prospection des bailleurs pour son secteur

Réaliser les parties EAH des propositions de projets en accord avec les formats et délais des bailleurs

Accompagner la mise en œuvre et s'assurer du reporting des programmes/projets

Valider les étapes clés et les méthodologies des projets misent en œuvre

Garantir l'existence des systèmes de suivi, d'évaluation et de l'intégration de leurs résultats

Valider dans les délais, les parties EAH des rapports internes et des rapports bailleurs

Garantir la qualité et la redevabilité des projets

Garantir la conformité technique des programmes avec les règles, les orientations et les normes techniques internationales, les documents de cadrage et les ouvrages techniques d'ACF

Emettre et suivre les recommandations techniques, alerter le Directeur Pays au cas de risque majeur

Promouvoir les évaluations externes et internes des projets, des mesures de sûreté du personnel et des populations dans la mise en œuvre des projets EAH

Assurer la participation active d'ACF dans la coordination sectorielle nationale, les plates-formes techniques et développer

des partenariats sectoriels

Représenter ACF dans la coordination sectorielle nationale et sous-nationale et auprès des autorités techniques

Contribuer aux divers plans d'action du secteur EAH

Promouvoir les partenariats sectoriels

Promouvoir la capitalisation, le développement technique et la recherche au sein du département EAH

Capitaliser le secteur EAH au niveau de la mission, de sa centralisation et de sa remontée au siège

Superviser le travail de capitalisation des responsables de programme et du département EAH

Mise en application des nouvelles approches proposées par le siège ou sur la mission

Manager les équipes

Composition de l'équipe de Responsables de Programme EAH :

2 Responsables de Programme EHA à Sibut, 1 Responsable de Programme EHA à Bossangoa, 1 Responsable de Programme RRM basé à Bossangoa, 1 Responsable Programme Forages Mobiles basé à Bangui, 1 Responsable de Programme EHA à Bangui. Une coordination sera à établir avec la Co-lead WASH du cluster basé chez ACF

Le candidat : De formation supérieure type Master ou école en ingénierie hydraulique, aménagement urbain, génie rural ou sanitaire, vous justifiez d'une expérience professionnelle significative de 4 ans dans le domaine de la gestion ou de la coordination de programmes dans le secteur de l'EAH. Vous disposez également d'excellentes compétences rédactionnelles dans le cadre des projets de développement/humanitaire et avez un sens de la diplomatie et de la communication développé.

Rigoureux, organisé et flexible, vous disposez d'une bonne capacité d'écoute et d'analyse.

De plus, vous avez une bonne résistance au stress et êtes capable de travailler dans un milieu sécuritaire instable.

La maîtrise du français (oral et écrit) est indispensable, l'anglais un atout.

Conditions :

Rémunération de 1800 à 2300€ bruts mensuels selon expérience

Prise en charge du transport, des frais de bouche et d'hygiène, hébergement individuel ou collectif, mutuelle

5 semaines de congés payés et 20 JRTT par an

Ville Bangui

Fonctions Coordination, Gestion de projet, Ressources Humaines, Technicien spécialiste

Activités Génie civil, Hydraulique

Localisation(s) géographique(s) Afrique, Centrafrique

Contrat CDD

Postuler en ligne <http://recrutement.actioncontrelafaim.org/positions/view/2019/Un-Coordinateur-Eau-Assainissement-et-Hygiene-HF/>

Date de fin de validité 31/07/2016.



### Avis de recrutement



Poste: RDC- Responsable d'activité RRMP (H/F) – Béni

Type d'emploi : CDD

Pays : Afrique, RD Congo

Date limite de dépôt des dossiers : 31/07/2016

Description :

d'une équipe de coordination (basée à Goma au Nord Kivu) de 4 bases opérationnelles à savoir Bunia, Beni, Goma, Baraka.

Le Chef de Mission a un lien hiérarchique avec chaque Coordinateur sectoriel et Coordinateur géographique (Coordinateur Zone). Les coordinateurs techniques (basés à Goma) ont un lien fonctionnel sur les Responsables Programme de leur spécialité.

Le programme en cours est mis en œuvre dans le cadre du Mécanisme de Réponse Rapide aux mouvements de populations (financement UNICEF) :

Ce programme est réparti sur 2 zones d'interventions : le Nord Kivu et la Province de la Province Orientale. Le plus gros volume d'activité se trouve dans la province du Nord Kivu du fait des crises récurrentes.

Ce programme a pour but d'assister les personnes vulnérables dans les catégories suivantes :

Les déplacés ou retournés récents et vulnérables non assistés. Ils sont généralement : partis sans rien en fuyant leur village, sans accès aux champs, sans accès à l'eau et à l'éducation, sans argent et sans activités génératrices de revenu

Les retournés récents non assistés dans des zones encore instables

Victimes de catastrophes naturelles importantes (ouragan, inondation, etc...)

Victimes d'épidémie (choléra, diarrhées, etc...)

Cette assistance peut intervenir dans les trois domaines suivants :

Eau & assainissement à travers la construction de latrines, douches, et l'apport d'eau potable ou réhabilitation de sources

Distribution de NFI (Non Food Items) et abris

Veille humanitaire par des évaluations multisectorielles visant à définir les zones prioritaires ou l'action humanitaire répond à la note d'orientation de RRMP UNICEF.

Le RRMP : Programme de Réponse Rapide aux Mouvements de Population (RRMP) par l'identification des populations en situation de vulnérabilité extrême et une assistance ciblée en biens de première nécessité (distribution, foires de non-vivres) et en eau, hygiène et assainissements.

Description du poste :

Sous la supervision du responsable programme, le Responsable d'Activité (RA) est en charge de la mise en œuvre des activités RRMP telles que définie dans la proposition d'opération. Il supervise les équipes opérationnelles sous sa responsabilité. Il est le garant de la bonne exécution et de la qualité de l'activité mise en œuvre, et le cas échéant, propose des ajustements ou des développements pour en garantir la qualité.

Responsabilités et Activités principales du poste/ Les enjeux du poste :

Pertinence, qualité et conception des activités :

- Proposer une approche technique, participer au dimensionnement financier, humain et logistique des activités à mettre en œuvre
- Mettre en œuvre les activités dans le respect des exigences techniques de Solidarités International et des critères bailleurs

Mise en œuvre et suivi opérationnel :

- Planifier et superviser la mise en œuvre de l'activité dont il a la charge, en respectant les délais et les spécificités techniques définies
- Préparer l'état des besoins humains, logistiques et financiers avec le responsable programme selon le planning défini
- Superviser les équipes opérationnelles, les entreprises contractées et les communautés, contrôler la bonne utilisation des moyens mis à disposition

Gestion des ressources humaines :

- Recruter les équipes RRMP
- Encadrer et soutenir les équipes sous sa responsabilité
- Etre le lien sur le terrain entre les différents chefs d'équipe
- Mettre en place des mesures de sécurité lors de la mise en œuvre des activités et veiller au respect de ces règles par le personnel sous sa supervision

Reporting / communication / représentation :

- Faire remonter à qui de droit toute information sur le contexte sécuritaire ou tout événement ayant une conséquence possible sur les activités de Solidarités International et la sécurité des équipes
- Rédiger des rapports sur l'avancement de l'activité dont il a la charge

Votre profil :

Formation :

Technicien en Eau, Hygiène et Assainissement / Hydraulicien / Ingénieur Civil.

Expérience :

Expérience professionnelle de 2 ans préférable

Expérience professionnelle de 6 mois au moins en WaSH d'urgence

Expérience de terrain souhaitée

Expérience en gestion de projet

Compétences et connaissances techniques :

Etre sensibilisé au monde de l'humanitaire – acteurs en présence ; mandats UN/ONG ; rôle de l'acteur humanitaire VS gouvernement ; etc.

Esprit d'analyse : analyse du contexte politico – sécuritaire et ses répercussions sur la situation humanitaire

Facilités rédactionnelles : nombreux rapports (rapports d'évaluation initiale, d'intervention et de monitoring) en diffusion externe à l'ensemble de la communauté humanitaire

Une connaissance des méthodes et des outils d'évaluation initiale des besoins humanitaires

Bonne maîtrise de l'outil informatique, en AutoCAD et QSIG

Capacité de management d'équipes (deux équipes de 5 personnes à gérer)

Personnalité :

Autonomie

Organisation et rigueur

Grande capacité de travail

Diplomatie

Résistance au stress

Calme et patience

Capacité à vivre en équipe

Curiosité et esprit critique

Langues : Le français est la langue de travail utilisée avec les salariés et une partie de la population. La langue nationale la plus parlée sur place est le Swahili, mais toute l'équipe et beaucoup d'interlocuteurs parlent le français.

Comment postuler :

Vous reconnaissez-vous dans cette description? Si oui, envoyez-nous votre CV et Lettre de Motivation en français. Les candidatures contenant uniquement les CV ne seront pas considérées.

Solidarités International se réserve la possibilité de clore un recrutement avant la date d'échéance de l'annonce. Merci de votre compréhension.

Conditions de vie :

La ville de Béni abrite quelques ONGI et des lieux pour sortir manger ou jouer au billard.

L'accès internet est plutôt bon.

L'électricité est fournie par un générateur jusqu'à 22h. Des batteries prennent le relais pour assurer un minimum de lumière et d'approvisionnement électrique lorsque le générateur ne fonctionne pas.

Le logement se fait en chambre individuelle et presque toutes les chambres disposent de leur propre WC et d'une salle de bains.

SI vous offrira les conditions suivantes :

Poste salarié : à partir de 1600 euros brut par mois, selon expérience, plus 10% de prime de congés payés versés mensuellement et Per Diem mensuel de 500 dollars.

SI prend également en charge les frais d'hébergement ainsi que les frais de déplacements entre le pays d'origine de l'expatrié et le lieu de mission.

Couverture sociale : L'expatrié(e) bénéficie d'une couverture sociale de qualité permettant de couvrir tous les frais de santé et d'une prévoyance accident incluant les risques de guerre.

Break : En cours de mission, une alternance travail – repos est assurée par des breaks prévus tous les trois mois. Sur la base d'une mission d'un an, l'expatrié prendra un break d'une semaine à 3 et 9 mois de mission (avec une participation de 500 euros versée par SI) ainsi qu'un break de 15 jours à 6 mois de mission (avec une prise en charge du billet d'avion aller et retour entre la mission et le lieu de résidence).

Maintenant que vous avez démontré votre intérêt en étant courageusement allé au bout de cette annonce vous pouvez aller en découvrir plus sur Solidarités International ([www.solidarites.org](http://www.solidarites.org))!

CONTACT : Mano GAUDIN, chargée de recrutement et de suivi

Fonctions Coordination, Gestion de projet

Activités Génie civil, Hydraulique

Localisation(s) géographique(s) Afrique, RD Congo

Contrat CDD

Postuler en ligne [https://emea3.recruitmentplatform.com/syndicated/private/syd\\_apply.cfm?ID=PI0FK026203F3VBQB6G8N8NW6&nPostingTargetID=17999](https://emea3.recruitmentplatform.com/syndicated/private/syd_apply.cfm?ID=PI0FK026203F3VBQB6G8N8NW6&nPostingTargetID=17999)

Date de fin de validité 31/07/2016



### Avis de recrutement



Poste: RDC- Chef de projet Wash  
Pays : Afrique, RD Congo  
Date limite de dépôt des dossiers : 15/07/2016

Description : COOPI en RDC

Présent en RDC depuis 1977, COOPI a grandement accru le nombre de ses interventions dans le pays, en particulier suite aux conflits des derniers 20 années. À partir du Kivu, où il y a eu la première intervention, les activités de COOPI se sont déplacées dans les régions de conflit, afin de mettre en œuvre des programmes d'urgence à bénéfice des populations déplacées et victimes de la guerre. En raison de l'évolution du contexte général en cours dans certaines provinces du Pays, COOPI s'est aussi engagée dans la gestion de projets pluriannuels afin d'assurer une transition de l'urgence au développement dans divers domaines, et de garantir un développement harmonieux et durable.

COOPI favorise une réponse pertinente aux besoins des populations locales à travers une structure de coordination à Kinshasa et différentes bases dans les provinces.

PROJET

Titre : « École Village Assainis »

Bailleur : UNICEF

#### CONTEXTE ET ENJEUX DU POSTE

Ce projet s'insère dans le Programme National « Village et école Assainis », mis en œuvre par le Gouvernement Congolais, qui vise à accroître la couverture rurale en matière d'approvisionnement en eau potable, hygiène et assainissement. Selon les dernières statistiques, l'eau consommée par la population du Maniema provient principalement de sources non protégées (49%), de sources protégées (32%) et de l'eau de surface venant des fleuves et petites rivières (9%). 11% de la population utilise des installations sanitaires améliorées, au dessous de la moyenne nationale ; les toilettes les plus utilisées sont des trous ouverts, et 13% de la population n'utilisent même pas de toilettes.

#### ORGANIGRAMME :

Responsable hiérarchique: Chef de Mission

Sous sa responsabilité : Staff du projet

Responsabilités générales

Le chef de projet est responsable de l'exécution du projet, en termes techniques et économiques/financiers et de gestion des ressources sur place, dans le respect des procédures de COOPI et du bailleur de fonds, en collaboration avec les staffs techniques nationaux seniors, responsables de la gestion et des supervisions techniques du projet selon le cadre logique du projet. Il s'assure de l'obtention des résultats prévus par le projet, en accord avec le budget approuvé.

#### Gestion du projet

Il assure les relations politiques et techniques avec les points focaux territoriaux du bailleur de fonds (UNICEF), les services techniques étatiques et les autorités locales ;

Il représente COOPI aux réunions et groupes de travail techniques WASH avec d'autres partenaires au niveau local/provincial, tout en veillant sur la bonne image de l'organisation ;

Il participe aux réunions de coordination technique des projets WASH réalisés par d'autres ONG et acteurs dans la zone et province d'intervention ;

Il accompagne le Coordinateur Provincial à des réunions de coordination qui nécessiteront des interventions techniques sur les notions WASH ;

Il participe aux réunions de cluster des secteurs du projet ;

Il est le point de référence pour les relations et les contacts avec les partenaires techniques du projet (élaboration protocoles de partenariat ou collaboration, vi- rements, pièces justificatives, rapportage...)

Il planifie et met en œuvre les activités du projet ; il assure le respect de la plani- fication de la mise en œuvre (cadre logique, chronogramme, délais, obligation de résultats) ;

Il valide les plans techniques périodiques des staffs techniques nationaux seniors du projet ;

Il prépare l'outil de suivi pour le projet ; il met en place les fiches de récolte des informations sur le terrain ; il supervise la rédaction des statistiques du projet ;

Il descend périodiquement sur le terrain pour la supervision des activités ;

Il envoie un rapport mensuel des activités à la coordination nationale, conjointe- ment à outil de suivi, Merlino, plan d'achat et prévisionnel ;

Il rédige les rapports narratifs prévus par le projet et les rapports internes de l'organisation ;

Avec l'approbation du Chef de Mission, il est responsable de la préparation de

toute la correspondance formelle et des demandes de modification du contrat du projet qu'il gère (p. ex. modification du budget) ;

Il gère le personnel engagé dans le projet, y compris des éventuels expatriés ; il coordonne et contrôle le travail de tous les staffs dans le respect des procédures de sécurité de l'organisation ; il est responsable de la formation initiale et conti- nue du personnel local qu'il gère ;

Il évalue le personnel local, et il participe à l'évaluation du personnel sur de- mande de son référent ;

Il sélectionne le personnel local à employer dans le projet, en accord avec le coordinateur national des programmes et le Chef de Mission, et en respectant les lois du pays et le règlement COOPI dans le pays ;

Sur demande du référent direct, il participe à l'élaboration de nouvelles proposi- tions de projet, à travers l'analyse des besoins pour l'identification de nouveaux projets WASH dans la zone, en collaboration avec le personnel du projet et la Coordination Programmes de Kinshasa ;

En collaboration avec l'administration, il est garant du respect du ROI COOPI et du Code du Travail en RDC par les staffs du projet ;

Il accomplit toute tâche additionnelle demandée par le Chef de Mission.

Responsabilités administratives et financières

En collaboration avec l'administrateur de projet et le logisticien, il planifie les dépenses à effectuer ; il contrôle périodiquement les dépenses effectuées, il su- pervise la comptabilité et la gestion de la caisse et des comptes du projet ;

En collaboration avec l'administrateur de projet, et en se coordonnant avec l'ad- ministrateur de la Coordination et le logisticien, il prépare le plan achat ;

Il s'assure du respect des procédures de l'organisation et du bailleur de fonds dans la gestion des achats des biens et services ;

Il concourt à la rédaction des rapports financiers du projet.

Responsabilités logistiques

Il collabore avec la logistique pour assurer la bonne gestion et la correcte utiliza- tion des biens du projet (engins roulants, moyens de communication etc.)

Il est le responsable du respect des procédures d'achat du projet, en collabora- tion avec la logistique

Il assure la correcte gestion des stocks et des inventaires des biens achetés et/ou affectés au projet, en collaboration avec la logistique ;

Il gère les achats et les stocks des médicaments, en suivant les procédures éta- blies par COOPI en RDC ;

Il respecte les procédures sécuritaires des staffs du projet relatives aux procé- dures COOPI.

Moyens et Instruments

Le chef de projet aura à sa disposition les équipements logistiques de COOPI, en accord avec les procédures COOPI de prise en charge et utilisations des équi- pements.

Localisation

Le Chef de Projet et base sera basé dans la maison/bureau de COOPI de Kindu. Il se déplacera sur le terrain dans la zone d'intervention des projets selon les nécessités prévues et les conditions sécuritaires du moment.

Profil du candidat (formation, Expérience, Compétences, Attitudes)

Diplôme en disciplines liées à la coopération au développement ou au secteur WASH ;

Au moins 3 ans d'expérience dans la coopération au développement et dans la gestion de projets ;

Expérience de travail en Afrique et / ou en RDC et / ou dans des contextes de conflit / post-conflit ;

Expérience dans la gestion de projets de développement WASH ;

Excellente capacité de travailler en équipe et par objectifs ; capacité de former les collaborateurs selon les besoins ; capacité de gérer du staff national ;

Excellente capacité organisationnelle ; flexibilité, fort sens de l'initiative et auto- nomie dans le travail ;

Excellente capacité de travailler sous pression ;

Capacité de travailler dans un contexte politique et sécuritaire sensible et com- plexe et dans un environnement multiculturel ;

Excellentes capacités de négociation et communication ;

Maîtrise du français, parlé et écrit ;

Excellentes capacités rédactionnelles ; excellente connaissance du paquet Of- fice,

Intérêt et motivation à travailler dans une ONG en respectant ses valeurs et prin- cipes.

Fonctions Coordination, Gestion de projet

Activités Social

Localisation(s) géographique(s) Afrique, RD Congo

Contrat CDD

Durée du contrat

How to apply :

Postuler en ligne <http://www.coopi.org/lavoro/chef-de-projet/>

Date de fin de validité 15/07/2016



### Avis de recrutement



Poste: Directeur pays – RDC

Type d'emploi : CDD

Pays : Afrique, RD Congo

Date limite de dépôt des dossiers : 31/07/2016

Description :

L'organisation

Créée en 1992, Avocats Sans Frontières (ASF) est une ONG internationale, qui se donne pour mission de contribuer à la réalisation d'une société juste et équitable, dans laquelle le droit est au service des groupes et/ou populations les plus vulnérables. Son objectif principal est de contribuer à la mise en place d'institutions et de mécanismes permettant l'accès à une justice indépendante et impartiale, capable d'assurer la sécurité juridique et de garantir la protection et l'effectivité des droits fondamentaux.

Avocats Sans Frontières a des missions permanentes notamment au Burundi, en République démocratique du Congo (RDC), en Ouganda, au Tchad, en République centrafricaine (RCA), en Zambie et en Tunisie, et développe des projets en Afrique de l'Est et en Asie. Elle met également en œuvre des programmes transnationaux sur la justice pénale internationale, la protection des défenseurs des droits humains en étroite collaboration avec les avocats et la société civile.

Présente depuis 2002 en RDC, l'action d'ASF vise à contribuer à un meilleur accès à la justice pour les populations en situation de vulnérabilité à travers l'amélioration de leur prise en charge juridique et judiciaire et la promotion du respect de leurs droits fondamentaux.

Contexte et mission

Depuis une dizaine d'années, la RDC est engagée dans un processus de transition démocratique, qui voit la mise en place de nombreux projets nationaux et internationaux pour renforcer l'Etat de droit et lutter contre l'impunité ordinaire et de guerre. Des efforts importants ont été consacrés au cours de ces dernières années dans le cadre de la justice. Les pouvoirs législatif et exécutif ont doté le pays, en partie, d'un cadre normatif respectant la constitution et les accords internationaux ratifiés par la RDC. Au niveau de l'accès à la justice, beaucoup d'efforts et d'investissements ont été faits mais la majorité de la population congolaise ne connaît pas ses droits ni les possibilités d'action.

De nombreuses études sur l'état de la justice en RDC ont mis en évidence les faiblesses du système judiciaire congolais dans son ensemble. Ces analyses ont permis de poser les bases d'une politique nationale et d'une stratégie conjointe entre les bailleurs de fonds et le gouvernement congolais, visant à proposer des actions communes de renforcement sectoriel.

Depuis plusieurs mois maintenant, le contexte pré électoral a engendré des tensions politiques et sociales menant à l'émergence de divisions entre la société civile et les autorités et à une recrudescence des violations des droits humains.

Afin de contribuer à répondre aux priorités du contexte, ASF y développe des programmes visant notamment à :

améliorer l'accès à la justice pour les populations en situation de vulnérabilité (notamment par l'appui à la mise en place de bureaux de consultation et l'assistance judiciaire gratuite) ;

renforcer la capacité des avocats, du Barreau ainsi que des organisations de la société civile, aux fins d'un renforcement des mécanismes d'accès à la justice organisés par ceux-ci ;

lutter contre l'impunité des crimes internationaux et des violations manifestes des droits humains (notamment par l'assistance judiciaire aux victimes, la formation des acteurs de justice, l'encadrement des ONG de promotion des droits humains) ;

lutter contre le recours massif à la détention abusive ;

contribuer à la protection légale des défenseurs des droits humains.

L'équipe est constituée d'environ 15 personnes, réparties entre le bureau de coordination à Kinshasa, ainsi que les bureaux décentralisés à Goma et Matadi.

Description des tâches

Le Directeur pays contribue à la définition de la stratégie d'ASF en RDC dans le respect de la vision de l'organisation et des objectifs définis dans le Plan Stratégique d'ASF. Elle/il est responsable du développement de nouveaux programmes grâce à son analyse du contexte, des besoins et des opportunités de financement ainsi que de la bonne gestion des projets en cours. Elle/il joue un rôle important de représentation et s'assure de la visibilité d'ASF ainsi que de ses actions en RDC. Enfin, elle/il est responsable de la bonne gestion administrative, financière et sécuritaire de la mission.

Sous la supervision du Coordinateur stratégie et développement basé au siège, la/le Directeur pays assure les responsabilités suivantes :

Développement stratégique des programmes : conduit l'analyse du contexte, des parties prenantes et des intervenants ; identifie les priorités et les besoins ainsi que les opportunités de financement ; négocie les futurs programmes avec les partenaires et bailleurs de fonds ; supervise la rédaction de proposition de projets

; s'assure de la bonne couverture financière présente et future de sa mission.

Représentation et visibilité : représente ASF auprès des autorités nationales et des bailleurs de fonds dans le but de faire connaître les capacités d'actions de l'association et de s'informer de leurs propres stratégies et objectifs ; s'assure qu'ASF participent aux réunions de coordination pertinentes.

Gestion d'équipe/RH : anime et encadre l'équipe de la mission en s'assurant que les coordinateurs impliquent leurs équipes respectives dans la mise en œuvre des activités et développent leurs compétences ; s'assure d'une bonne gestion prévisionnelle des emplois.

Gestion Programme : s'assure de la bonne mise en œuvre des projets d'ASF, en particulier du respect du calendrier de réalisation et du budget ainsi que de l'atteinte des objectifs.

Gestion administrative, financière et logistique : s'assure de la bonne gestion administrative, financière et logistique de la mission dans le respect des procédures d'ASF et des bailleurs ainsi que de la réglementation nationale ; s'assure que toute dépense est bien couverte par un financement autorisé.

Sécurité : s'assure que les mesures de sécurité existent, sont mises à jour, connues de tous et appliquées par tous ; s'assure que les incidents sont rapportés et analysés.

Profil recherché

Expérience pertinente de 5 ans dans un poste à responsabilités en ONG ou organisation Internationale,

Expérience dans la région des Grands Lacs africains préférable

Expérience dans le développement et la gestion de programmes

Expérience dans le secteur de la justice ou des droits humains

Master dans un domaine pertinent (Droit, Développement, Sciences Politiques, etc.)

Bonnes compétences dans la gestion d'équipe

Excellente maîtrise du français (écrit et oral) et connaissance pratique de l'anglais

Excellentes capacités rédactionnelles et d'analyse

Maîtrise de l'outil informatique, notamment les logiciels usuels (Word, Excel, Outlook, etc.)

Rigueur, patience, persévérance et sens de la diplomatie et de la négociation

Flexibilité et capacité à gérer le stress

Permis de conduire

Conditions

CDD 1 an ; renouvelable

Salaire brut mensuel entre 2421,7 € et 2961,8 € selon notre grille salariale

Indemnité d'expatriation

Indemnité mensuelle forfaitaire de logement + prime d'installation le 1er mois

Assurance rapatriement prise en charge par ASF

Sécurité sociale (assurance soins de santé) à charge de l'expatrié(e)

25 jours de congés payés par année complète

un billet d'avion aller-retour pour rejoindre la mission en début de contrat et rejoindre le pays d'origine en fin de contrat + par contrat d'une année, un billet aller-retour vers le pays d'origine, dont il peut être fait usage après expiration des 6 premiers mois du contrat.

Pour postuler :

Merci d'envoyer rapidement vos CV, lettre de motivation et disponibilités à : [job@asf.be](mailto:job@asf.be) en précisant «DP RDC» en objet.

Vu les délais, ASF se réserve le droit d'attribuer le poste avant la clôture des candidatures.

Pour des raisons de ressources humaines limitées, seuls les candidats présélectionnés seront contactés par ASF. Merci pour votre compréhension et votre intérêt pour la promotion des droits humains.

Ville Kinshasa

Fonctions Encadrement, Direction

Activités Droit

Localisation(s) géographique(s) Afrique, RD Congo

Contrat CDD

Email de la personne contact [job@asf.be](mailto:job@asf.be)

Date de fin de validité 31/07/2016



*Des questions de la recherche*

*Des questions des Universités*

*Des questions des Ecoles*

*Des questions d'Actualité*

*Des questions d'emplois*

*Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien*

*en version numérique à télécharger.*

## Sciences-Campus Info

Magazine Scientifique & Universitaire

Fondé le 26 août 2013.

02 BP 5805 Ouaga 02  
Burkina Faso

Tél: + 226 76609721

E-mail: [redaction@sc-mail.info](mailto:redaction@sc-mail.info)

Site web:

[www.sciences-campus.info](http://www.sciences-campus.info)

Publications semestrielles et quotidiennes

### Autorisations

n°5509P/2013/CAO/TGLO/P.F.

n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

### Administration

OTC

Fondation Sciences-Campus

### Directeur de publication

Siaka GOW

### Directrice des rédactions

Eliane Bayala

### Equipe de reportage

Equipe Sciences-Campus Info

- Eliane Bayala

- Aris KUSIELE Somda

- Bernadette Dembélé

- Valentin Mano

- Rélwendé Hervé Roamba

### Correspondants des provinces du Burkina

- Karim Ouattara

- Francois blanc

- Boureima Sogoba

-Augustin Irwaya Ouedraogo

- Tigiane Antoine Ki

- Blaise Sama

- Jean Paul Yekpaye

- Grégoire Zongo

- Mamadou Goh

- Désiré Guigma

- Jérôme Bissyendé

- Yves Sanou

- Frédéric Po0da

- Valentin Ouedraogo

- Blaise Sama

- Diloma Jacques

- Moumouni Guio

- Nicole Ouedraogo

- Amédée Silga

- Karim Koala

- Ouaboué Bakouan

- Albert Tarpaga

- Paul Soma

-Arjouman Saganogo

- Joseph Kaboré

-Valentin Singbéogo

- Issa Sepama

- Hermann Toé

### Correspondants pays

### Montage

Eliane BAYALA

Oeil du professionnel

### Distribution

Téléchargeable sur:

[www.sciences-campus.info](http://www.sciences-campus.info)

### Abonnement, insertion, couverture médiatique

+226 76609721

+226 72080505

+22672080303

E-mail: [redaction@sc-mail.info](mailto:redaction@sc-mail.info)

### Représentation Bobo Dioulasso

Tél: +226 20954746

+226 72070909

### ADRESSES UTILES

#### Ouagadougou

Pompiers: 18/ 25 30 69 48/ 30 69 47

Hôpital ambulance: 25 30 66 44/ 45

ONEA: 22 22 76/77 25 34 34 60 - 80 00 11 11

SONABEL: 25 30 61 00

Aéroport: 25 30 65 15

Police secours: 25 30 71 00

Gendarmerie: 25 31 33 40

#### Bobo-Dioulasso

Pompiers: 18

Hôpital ambulance: 20 97 00 45/ 20 97 00 44

ONEA: 20 97 65 65/ 20 97 00 09/10 - 80 00 11 11

SONABEL: 20 97 00 60 / 98 22 30

Aéroport: 20 97 00 70

Burkina secours: 20 97 01 43

Police secours: 17

Gendarmerie: 20 97 00 59/ 20 97 00 33



## Nouvelles des Campus



### Recrutement de la 7ème promotion de techniciens supérieurs en télécommunications, option technique et option technico-commerciale

#### MODE ET CONDITIONS D'ACCES

L'accès à l'antenne ESMT de Ouagadougou se fait sur test d'entrée ou sur titre pour les candidats titulaires d'un Baccalauréat scientifique ou technique.

#### LIEU DE LA FORMATION

L'Ecole Nationale des Postes (ENAPOSTE), sise côté Est de l'Hôtel Azalaï (Indépendance).

#### COUT ET DUREE DE LA FORMATION

Frais de scolarité : 600 000 francs CFA / an

Durée de la formation : deux (02) ans.

#### DIPLOME DELIVRE

Le diplôme délivré est le Diplôme de Technicien Supérieur (DTS), Diplôme officiellement reconnu par le CAMES.

#### DEPOT DES DOSSIERS

Les dossiers sont recevables tous les jours ouvrables à l'ENAPOSTE du 20 juin 2016 au 18 juillet 2016 à 15 H.

#### COMPOSITION DU DOSSIER

une demande sur formulaire spécial disponible à l'antenne de l'ESMT, sise dans l'enceinte de l'ENAPOSTE, adressée à monsieur le Directeur général de l'ESMT à Dakar ;

une copie légalisée du diplôme exigé ;

une copie légalisée de la CNIB ;

une copie du reçu de paiement des frais de dépôt (10 000 frs) ;

3 photos d'identité ;

les copies des bulletins de notes de la classe de première ;

les copies des bulletins de notes de la classe de terminale.

#### DATE DU TEST

Le test aura lieu le mercredi 20 juillet 2016 à l'ENAPOSTE à partir de 7 h 00.

Pour tous renseignements complémentaires, appeler la Coordination de l'Antenne ESMT (uniquement aux heures et jours ouvrables) téléphone : 25 33 20 66 ou 70 94 43 53.



**Collaborons** pour **bouter** le **grand banditisme** et le **terrorisme** de notre pays

**Une Force Humaine !**